

COMMISSION CGLU

INCLUSION SOCIALE, DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DROITS HUMAINS

RAPPORT ANNUEL 2021



POINT DE RENCONTRE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX CGLU SUR LES DROITS HUMAINS ET LE DROIT À LA VILLE



CGLU
Commission

Inclusion Sociale,
Démocratie Participative
et Droits Humains



UCLG
CGLU

01 À PROPOS DE LA COMMISSION

La Commission Inclusion sociale, démocratie participative et droits humains de CGLU (CGLU-CISDPDH) offre un point de rencontre aux gouvernements locaux du monde entier pour discuter, partager et promouvoir des initiatives collectives sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains.

En tant que commission thématique de **Cités et Gouvernements Locaux Unis** (CGLU), la Commission cherche à articuler la voix commune de l'organisation mondiale des gouvernements locaux sur des questions clés liées à ce vaste agenda thématique, en vue de réaliser le droit à la ville dans les villes et territoires urbains du monde entier.

La Commission encourage la réflexion et l'action collective des gouvernements locaux sur **les défis contemporains en matière de droits humains** (tels que le logement, les violences faites aux femmes ou l'inclusion des migrants) par le biais de débats politiques, de campagnes de sensibilisation, d'événements d'apprentissage et d'échanges d'expérience concrète. La Commission travaille avec l'ensemble du réseau CGLU, ainsi qu'avec des organisations de la société civile et le milieu de la Recherche, le système des droits humains des Nations unies et d'autres réseaux de villes.

Au cours des deux dernières décennies, de nombreux dirigeants locaux ont contribué à l'élaboration d'un récit partagé, façonnant un héritage durable portant l'idée qu'

« UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET IL COMMENCE DANS LA VILLE »

02 INTRODUCTION AU RAPPORT

Le monde a changé depuis le début de la pandémie. Pour de nombreuses communautés et territoires, cette crise n'a fait qu'exacerber les tendances d'exclusion et de discrimination qui existaient déjà. Pour d'autres, elle a également provoqué une baisse soudaine des moyens de subsistance et du niveau de vie. Outre la pandémie, d'autres crises et phénomènes globaux (urgence climatique, financiarisation de l'économie, numérisation) jouent un rôle clé dans la transformation du scénario actuel.

Ce rapport annuel montre que les gouvernements locaux sont en première ligne pour relever ces défis et construire ensemble des réponses basées sur l'innovation politique et la solidarité. Cela se confirme d'autant plus on considère leur approche des impacts de ces phénomènes sur la vie quotidienne des gens : inégalité et pauvreté, exclusion et discrimination, conflit et méfiance. En adoptant des récits transformateurs et des

objectifs à long terme, les gouvernements locaux s'érigent en gardiens des droits humains et en pionniers du renouvellement du contrat social.

Le rapport contient une compilation des activités de la CISDPDH en 2021. Toutes ont partagé un objectif commun : renforcer la coopération entre les gouvernements locaux et améliorer leur capacité à avoir un plus grand impact mondial. En adoptant une feuille de route fondée sur les droits humains et le droit à la ville, la perspective d'une action transformatrice a été fortement développée et débattue avec nos membres et partenaires, sur la base de l'innovation locale et des alliances avec les acteurs internationaux. Nous vous invitons à parcourir ce rapport, afin de découvrir les différents domaines de notre travail et mieux identifier les activités qui pourraient vous intéresser.

03

ACTIVITÉS DEVELOPPÉES

FEUILLE DE ROUTE DROITS HUMAINS



Favoriser la coopération et la mise en réseau

La **Réunion annuelle de la Commission** qui s'est tenue lors du Bureau exécutif en mai, a souligné les principales priorités des membres et des partenaires. Elle a permis de discuter **la feuille de route en matière des droits humains**, notamment du processus de mise à jour de la Charte-Agenda, du renforcement des campagnes de sensibilisation et de la stratégie d'apprentissage, ainsi que du renforcement du partenariat avec le HCDH. Les membres ont présenté des initiatives pour avancer l'agenda sur le droit à la ville, notamment le lancement d'un projet international qui réunira les pouvoirs locaux pour lutter contre les violences faites aux femmes.

[VOIR LES CONCLUSIONS DE LA REUNION ANNUELLE DE LA COMMISSION](#)

PARTIPANTS À LA
RÉUNION
ANNUELLE DE LA
COMMISSION
2021, QUI S'EST
TENUE DANS LE
CADRE DU BUREAU
EXÉCUTIF DU CGLU



La feuille de route des droits humains est liée à l'agenda de CGLU et l'accent a été mis sur la « nouvelle génération de droits » et à son potentiel de renouvellement de l'agenda social des collectivités locales. Ce processus apportera de nouvelles perspectives en matière de droits humains au processus du **Pacte pour l'avenir de CGLU** : une feuille de route collective pour et par les membres, axée sur la promotion d'une reconstruction juste après la crise et la redéfinition d'un contrat social partagé avec les habitants.

Les deux sessions du **Conseil politique sur le droit à la ville** ont permis à nos membres d'apporter leur vision et leurs propositions à la conversation générale de CGLU.

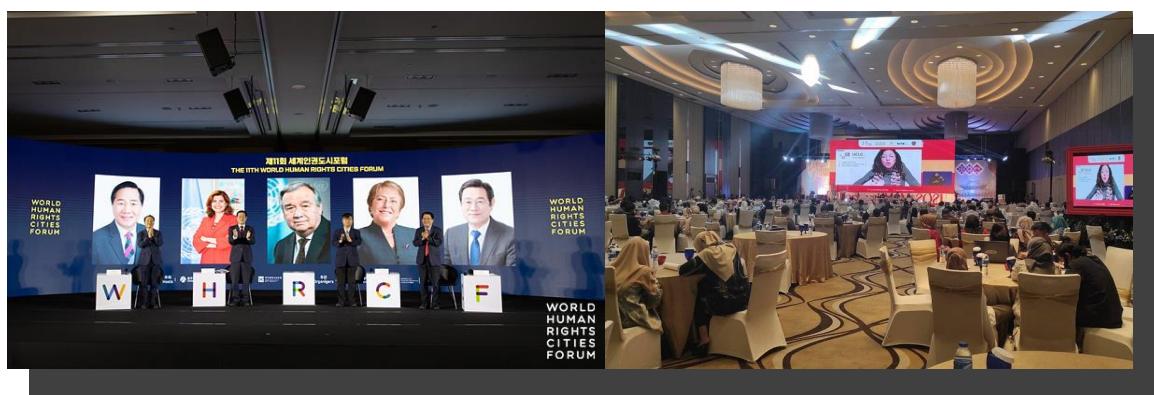
Alors que le **Conseil du 9 février** a permis la présentation de multiples priorités thématiques liées à l'agenda des droits, le **Conseil du 25 octobre** s'est centré sur les formes concrètes de coopération et les initiatives conjointes au sein de CGLU, telles que la Charte-Agenda mondiale des droits humains et de la Charte de Lampedusa. Les deux sessions du Conseil politique de CGLU ont contribué à identifier des préoccupations thématiques prioritaires comme le dialogue intergénérationnel, la protection sociale universelle, la numérisation inclusive ou le droit à un environnement sain.

[EN SAVOIR PLUS SUR LE CONSEIL POLITIQUE DE FÉVRIER](#)

[EN SAVOIR PLUS SUR LE CONSEIL POLITIQUE D'OCTOBRE](#)

Le **Conseil mondial de CGLU** a confirmé l'intégration croissante des droits humains dans l'agenda des priorités de CGLU, avec la participation de la Haute Commissaire du HCDH, Michelle Bachelet, à la session d'ouverture du Conseil ([plus d'informations dans la section suivante de ce rapport](#)). Des co-présidents de la Commission - dont les maires de Grigny et d'Utrecht Philippe Rio et Linda Voortman - ont pris la parole devant le Conseil pour présenter le plan d'action de la CISDPDH au cours des mois à venir.

OUVERTURE
DU WHRCF
(À GAUCHE)
ET SESSION
TENU LORS
DU FESTIVAL
HAM (À
DROITE)



Le **Forum mondial des villes des droits humains de Gwangju** (Corée du Sud) a continué à être l'un des espaces les plus significatifs pour l'articulation et la coopération entre les gouvernements locaux et les acteurs du mouvement des villes des droits

humains. La 11e édition du Forum s'est concentrée sur le rôle des droits humains dans la reconstruction post-crise, en vue d'atteindre la résilience et la justice sociale.

[EN SAVOIR PLUS SUR L'ÉDITION 2021 DU FORUM WHRCF](#)

La coordinatrice de la Commission a également participé au **Festival HAM 2021 - Festival indonésien des droits humains**, organisé à Semarang par INFID et la Commission nationale des droits humains d'Indonésie (KOMNAS HAM). Le festival encourage le débat sur les villes des droits humains en Indonésie. La contribution de la Commission CISDPDH s'est concentrée sur la mise en évidence des bonnes pratiques, ainsi que sur la présentation du travail de CGLU en matière de droits humains. Dans le cadre de notre partenariat avec les acteurs indonésiens, un autre représentant de la Commission a participé à un événement INFID organisé au WHRCF sur les pratiques locales en matière de droits humains sur la tolérance et la coexistence.



Établir des partenariats et une présence internationale

Promouvoir une lettre d'accord avec le HCDH et encourager la participation locale au système des droits humains de l'ONU

L'édition 2021 du Conseil mondial qui s'est tenue à Barcelone du 15 au 18 novembre a vu la présentation officielle de **la lettre d'accord entre CGLU et le Haut Commissariat des Nations unies aux droits humains**. Ce document historique a été élaboré au cours de l'année 2021 par la CISDPDH, le HCDH et CGLU.

La lettre d'accord a été présentée au Conseil par **la Haut Commissaire Michelle Bachelet**. Dans son intervention, la Haute Commissaire a reconnu que les gouvernements locaux sont en première ligne pour répondre à certaines des principales demandes sociales, en promouvant des approches centrées sur les personnes qui renouvellent le contrat social. Le Haut Commissaire a souligné comment la coopération existante entre le HCDH et CGLU sera renforcée par cette lettre, qui **contient 10 propositions d'action**.

DISCUSSION
SUR LES
DROITS
HUMAINS À
L'OCCASION
DU CONSEIL
MONDIAL



Les membres du Conseil ont accueilli avec enthousiasme les propos de la Haut Commissaire. Le maire de Grigny et coprésident de la Commission, Philippe Rio, a

expliqué comment cet accord inciterait davantage de territoires dans le monde à promouvoir les droits humains de manière significative. L'Alderman d'Utrecht et co-présidente de la CISDPDH, Linda Voortman, a expliqué comment cet accord contribuerait à améliorer la participation et la communication entre les gouvernements locaux, les organes des Nations Unies chargés des droits et CGLU, tout en donnant plus de visibilité aux innovations concrètes et aux engagements locaux en faveur des droits humains.

[EN SAVOIR PLUS SUR LES RÉSULTATS DU CONSEIL MONDIAL 2021](#)

Le 7 octobre, la CGLU-CISDPDH et le HCDH ont organisé un **Dialogue de haut niveau sur l'avenir du mouvement des villes des droits humains**, dans le cadre d'une session plénière du Forum mondial des villes pour les droits humains. L'événement a réuni des représentants locaux avec les dirigeants du HCDH et de CGLU (respectivement la Haut Commissaire adjointe Nada Al-Nashif et la Secrétaire générale Emilia Sáiz) afin de renforcer les synergies autour de l'agenda commun. L'événement a mis en évidence le leadership des autorités locales et régionales, tout en explorant des pistes concrètes de coopération internationale entre les gouvernements locaux et leur engagement et échange avec le HCDH et le système des droits humains de l'ONU.

PARTICIPANTS
AU DIALOGUE DE
HAUT NIVEAU
SUR LES
GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET LES
DROITS HUMAINS



[VOIR LES CONCLUSIONS DU DIALOGUE DE HAUT NIVEAU SUR LES DROITS HUMAINS](#)

Le 1er octobre, un **événement parallèle du Conseil des droits de l'homme a abordé l'Agenda « gouvernements locaux et droits humains » de l'ONU**. Il a réuni des représentants des délégations nationales au Conseil des droits de l'homme, des responsables du HCDH et des gouvernements locaux. Parmi ces représentants se trouvait les Etats sponsors du Conseil de l'ONU concernant la résolution « gouvernements locaux et droits humains » : Corée, Chili, Égypte et Roumanie. L'événement a également bénéficié de la contribution de plusieurs gouvernements locaux actifs au sein de la Commission, ainsi que de l'intervention de notre propre coordinatrice, qui a présenté la feuille de route des droits humains mené par les membres de CGLU et de la CISDPDH.

[EN SAVOIR PLUS SUR LE SIDE EVENT DU CONSEIL DES DROITS HUMAINS](#)



Soutenir le plaidoyer mondial et la solidarité

L'initiative de soutien au Myanmar

En 2021, notre agenda a également été marqué par des événements internationaux tels que le coup d'État au Myanmar en février. Sous le leadership de la coprésidence de Gwangju, et en collaboration avec le HCDH et CGLU, une **déclaration commune visant à dénoncer la situation au Myanmar** et à appeler au respect des droits humains et de la démocratie par les autorités du Myanmar a réuni la coprésidence de la CGLU-CISDPDH, 17 maires et gouvernements représentant des gouvernements locaux de haut niveau en Corée et 10 maires actifs au sein de la CISDPDH. Cette initiative s'est articulée avec la première déclaration de CGLU sur la crise au Myanmar, recueillant le soutien des membres de la coprésidence et des membres.

ÉVÉNEMENT DE
CONSULTATION
SUR LA CRISE
AU MYANMAR
TENU AVEC
GWANGJU, LE
HCDH ET CGLU



Une **consultation sur le Myanmar et le rôle des gouvernements locaux** dans la promotion d'une sortie de crise a eu lieu en avril avec la Haute Commissaire de Nations Unies Michelle Bachelet, les maires de Gwangju et Barcelone, la Secrétaire Général de CGLU et le Directeur de l'Institut Raoul Wallenberg.

[**VOIR LA DÉCLARATION CONJOINTE SUR LE MYANMAR**](#)

[**EN SAVOIR PLUS SUR LA CONSULTATION SUR LA CRISE DU MYANMAR**](#)



Promouvoir une nouvelle génération de droits

Elaborer une feuille de route collective à CGLU et à la CISDPDH

Le premier élément de la feuille de route sur les droits humains concerne **la mise à jour de la Charte-agenda mondiale pour les droits humains dans la ville**, lancée lors du Bureau exécutif. A l'issue du Bureau, des outils ont été mis en place pour

permettre la participation et la contribution des membres et des partenaires au processus de rénovation de la Charte-Agenda (**UCLG Meets**).

Ce processus a été lancé à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la Charte-agenda par le Conseil mondial de CGLU, afin de recueillir les nouvelles perspectives des gouvernements locaux sur cette question. Ceux-ci devraient alimenter une version renouvelée de la Charte-Agenda, ainsi que le Pacte pour l'avenir de CGLU.

[EN SAVOIR PLUS SUR LE PROCESSUS DE MISE A JOUR DE LA CHARTE-AGENDA](#)

Une **Consultation en Asie-Pacifique** a été organisée par la CISDPDH et UCLG-ASPAC dans le cadre du processus de mise à jour de la Charte-Agenda. Elle s'est déroulée dans le cadre du WHRCF et a rassemblé des pouvoirs locaux et des acteurs urbains de la région Asie-Pacifique qui ont réfléchi collectivement aux défis et aux priorités locales, ainsi qu'aux innovations politiques dans l'agenda régional des droits humains.

PARTICIPANTS À
LA CONSULTATION
ASIATIQUE SUR
LES DROITS DE
HUMAINS AU
NIVEAU LOCAL



[VOIR LES CONCLUSIONS DE LA CONSULTATION DANS LA RÉGION ASIE PACIFIQUE](#)

Le processus de la Charte-Agenda est aligné sur d'autres processus qui se déroulent en parallèle au sein de CGLU.

Il y a eu en effet un intérêt croissant pour le rôle des droits humains dans le renforcement des agendas locaux sur l'inclusion et la participation. La **Charte de Lampedusa** développe la vision des gouvernements locaux en faveur de la paix, de la coexistence et du respect des droits universels des migrants.

A l'occasion du Congrès de la Culture à Izmir (9 - 11 septembre), la Commission Culture a organisé un événement de suivi de sa **Charte de Rome 2020 sur les droits culturels** ; un document important qui rassemble les contributions locales et régionales sur les droits culturels et leur rôle dans la promotion du développement durable.

[EN SAVOIR PLUS SUR LA SESSION ORGANISÉE A IZMIR SUR LA CHARTE DE ROME](#)

Plusieurs sections de CGLU promeuvent leurs propres processus régionaux sur les droits humains. Notre Commission a participé à un événement tenu par **Mercociudades** sur ce sujet le 10 août, auquel ont assisté de nombreux gouvernements locaux et partenaires

des droits humains en Amérique latine. A l'occasion de son Congrès, **UCLG-ASPAC** a organisé un événement similaire en collaboration avec l'Institut Raoul Wallenberg (7 septembre) et la participation de gouvernements locaux du Népal et des Philippines.

[EN SAVOIR PLUS SUR L'ÉVÉNEMENT ORGANISÉ PAR LA SECTION MERCOCIUDADES](#)

[EN SAVOIR PLUS SUR L'ÉVÉNEMENT ORGANISÉ PAR LA SECTION UCLG ASPAC](#)

Le **Forum des droits fondamentaux** organisée par l'**Agence des Droits Fondamentaux de l'UE et la Ville de Vienne** (11 et 12 octobre) et la promotion du [Cadre d'engagements sur les villes des droits humains](#) ont constitué une étape clé au niveau européen. Les deux coprésidents de la CISDPDH Linda Voortman et Philippe Rio ont assisté au lancement de cette initiative pendant le Forum afin de mieux relier les perspectives européennes et mondiales.

LINDA
VOORTMAN
(UTRECHT)
PREND LA
PAROLE AU
FORUM DES
DROITS
FONDAMENTAUX



[EN SAVOIR PLUS SUR LE FORUM DES DROITS FONDAMENTAUX](#)

Les préparatifs sont en cours pour lancer **la campagne 10>100>1000 en soutien au mouvement des villes des droits humains**. Le lancement devrait avoir lieu au début 2022. Un premier groupe de maires et leaders locaux lance un processus d'engagement international en matière de droits humains. La campagne est soutenue par les membres de la coprésidence et s'adressera aux collectivités locales du monde entier. Il est interconnecté avec le processus de mise à jour de la Charte-Agenda et de la Lettre d'accord avec le HCDH. Son principal objectif est d'accroître le nombre de maires et leaders locaux explicitement engagés en faveur des droits humains et d'établir une dynamique de coopération internationale entre les gouvernements locaux et avec les agences internationales des Nations-Unies.

Le CISDPDH a également travaillé avec CGLU Apprentissage et ses partenaires (RWI, OHCHR, GPR2C, GIC...) sur **un nouveau MOOC** qui présentera l'expérience des membres en matière de droits humains au niveau local. Les premiers résultats de ce projet seront lancés à partir de 2022. Pour la première fois, les membres de CGLU disposeront d'un programme d'apprentissage sur les droits humains basé sur les pratiques locales. Plus précisément, il couvrira des questions clés comme intégrer l'approche basée sur les droits au sein des collectivités territoriales ; comment créer des institutions et des plans d'action dédiés; ou comment participer au système des droits humains de l'ONU.

[EN SAVOIR PLUS SUR LA STRATÉGIE D'APPRENTISSAGE EN LIGNE DE LA COMMISSION](#)

FEUILLE DE ROUTE DROIT À LA VILLE



Promouvoir des approches renouvelées de la citoyenneté : Agenda sur la migration

Un **événement d'apprentissage MC2CM** accueilli en ligne par Grenoble du 16 au 18 mars a analysé **le concept de citoyenneté locale** en lien avec l'inclusion des migrants. Ce dialogue a fourni une plateforme intéressante pour les membres et partenaires de la Commission afin de présenter leurs expériences locales sur ce sujet, inspirées du point de vue des droits humains et du droit à la ville, avec les membres du MC2CM et d'autres partenaires clés dans la région euro-méditerranéenne et au-delà.

L'événement était structuré autour de trois sessions qui combinaient des méthodologies interactives et la présentation de pratiques. Celles-ci couvraient **trois voies de construction de la citoyenneté** : les mécanismes de protection des droits et de non-discrimination ; les innovations pour surmonter les barrières administratives ; les institutions pour favoriser la participation et la reconnaissance des migrants.

PARTICIPIANTS À
L'ÉVÉNEMENT
D'APPRENTISSAGE
MC2CM SUR LA
CITOYENNETÉ
LOCALE



EN SAVOIR PLUS : ÉVÉNEMENT D'APPRENTISSAGE SUR LA CITOYENNETÉ LOCALE

Suite au succès de cet événement, la CISDPDH a été invité à participer à une autre discussion des gouvernements locaux sur ce sujet, organisée cette fois **dans le cadre des MC2CM Days**. Dans son introduction à l'événement, notre coordinatrice a expliqué comment la vision de la citoyenneté locale permet aux gouvernements locaux de plaider en faveur d'un agenda migratoire fondé sur les personnes et sur leurs droits qui favorise la coexistence, la participation et des manières harmonieuses de vivre ensemble.

EN SAVOIR PLUS SUR LES JOURNÉES MC2CM

Dans le cadre du suivi de notre **Dialogue sur les femmes migrantes dans la ville** (2020) et pour célébrer la Journée de la femme, l'équipe Migration de CGLU, le projet MC2CM et notre Commission ont publié le rapport final de cet événement. Ne manquez pas ce document, qui compile les messages et les conclusions de cet événement et qui a rassemblé de nombreux élus locaux travaillant sur l'inclusion des migrants.

VOIR LE RAPPORT DU DIALOGUE SUR LES FEMMES MIGRANTES DANS LA VILLE



Les territoires s'engagent à lutter contre les violences faites aux femmes (VFF) : Agenda droits des femmes

Notre agenda sur les droits des femmes a été marqué cette année par le lancement de l'initiative **Territoires protecteurs des violences faites aux femmes**, menée par le Conseil Départemental de la Seine Saint Denis, CGLU et la CISDPDH avec le soutien de l'AFD. Cette initiative rassemble les expériences locales de lutte contre les VFF autour d'une dynamique de coopération, d'apprentissage mutuel et de solidarité politique.

La signature de l'accord de coopération entre la Seine Saint Denis, CGLU et l'AFD a eu lieu lors **du séminaire Femmes du Monde** qui s'est tenu en Seine Saint Denis du 21 au 29 novembre. La coordinatrice de la Commission a assisté à cet événement pour montrer l'engagement de CGLU dans ce projet. Notre réseau sera principalement chargé de développer son agenda de coopération et de mise en réseau au niveau international.

SIGNATURE DE
L'ACCORD DE
COOPÉRATION
ENTRE LA
SEINE SAINT
DENIS ET L'AFD



EN SAVOIR PLUS SUR LE LANCEMENT DU PROJET OBSERVATOIRE DES VFF

Le premier événement de l'agenda international de ce projet a eu lieu dans le cadre du WHRCF sous le titre **Garantir le droit à la ville pour tous et toutes : les collectivités locales s'engagent à lutter contre les VFF**. Les interventions de femmes leaders locales engagées contre la VFF ont mis en évidence les responsabilités des pouvoirs locaux. Elles ont également souligné que les violences faites aux femmes doivent également s'entendre en lien avec le fait urbain, ce qui implique de considérer la question des VFF comme une préoccupation fondamentale dans toute vision de la réalisation du droit à la ville. Elles ont convenu de la nécessité de faire pression pour des politiques plus ambitieuses dans le contexte de COVID-19, ainsi que de veiller à ce que le leadership féministe local ouvre la voie à un avenir meilleur et plus égalitaire.

PARTICIPANTS À
LA SESSION
SPÉCIALE SUR LES
VFF TENUE DANS
LE CADRE DU
WHRCF



EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE ÉVÉNEMENT SUR LES VFF LORS DU WHRCF

Renforçant le travail effectué sur cette question, la Commission a envoyé une contribution à l'**Appel à contributions de la Rapportrice de l'ONU sur les VFF**, en se concentrant sur le rôle des pouvoirs locaux dans la prévention du féminicide et la protection des femmes contre la violence par le biais de politiques publiques.

VOIR NOTRE CONTRIBUTION À L'APPEL DE LA RAPPORTEUSE SUR LES VFF



Lutter contre la discrimination et la ségrégation socio-spatiale : Agenda pour le droit au logement

L'agenda du droit au logement a été bien suivi cette année, avec l'organisation d'une **Consultation avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit au logement**, Balakrishnan Rajagopal. Cet événement, qui s'est tenu le 14 mai, a réuni des représentants locaux et régionaux, ainsi que des membres de la **Communauté de pratique de CGLU sur le logement**, afin d'aborder les phénomènes de discrimination et de ségrégation dans l'accès au logement dans une perspective territoriale.

Les participants ont partagé des interventions visant à promouvoir l'accès au logement avec des logements publics, des initiatives communautaires ou des mécanismes de non-discrimination. L'accès aux données et les efforts de sensibilisation ont été jugés essentiels. Des approches innovantes en matière d'urbanisme et d'amélioration des quartiers informels reconnaissant les schémas de marginalisation historique ont été mises en avant. Il est essentiel de tirer parti des multiples fonctions du logement public (logement abordable, stimulation de la rénovation des zones défavorisées et de la mixité) ainsi que de favoriser l'accès à des équipements et à des loisirs adéquats.

PARTICIPANTS À L'ÉVÉNEMENT DE CONSULTATION AVEC LE RAPPORTEUR SPÉCIAL DE L'ONU SUR LE DROIT AU LOGEMENT



[EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE CONSULTATION SUR LE LOGEMENT](#)

L'événement a permis de mettre en relation les pratiques mises en place par les membres avec le processus de réflexion initié par le Rapporteur Balakrishnan Rajagopal cette année. La CISDPDH a répondu à **l'Appel à contributions du Rapporteur** pour son prochain rapport sur la discrimination en matière de logement et la ségrégation spatiale, et a envoyé le rapport final de l'événement de mai comme contribution à celui-ci.

[EN SAVOIR PLUS SUR L'APPEL À CONTRIBUTIONS DU RAPPORTEUR SUR LE LOGEMENT](#)



Stimuler le potentiel de transformation sociale de la participation : [Agenda démocratie participative](#)

Notre partenariat avec l'**Observatoire international de la démocratie participative (OIDP)** s'est poursuivi en bonne forme cette année, avec l'organisation réussie d'événements conjoints et la participation réciproque à des points communs de l'agenda.

Du 20 au 22 octobre, nous avons participé à la **Conférence de l'OIDP à Cocody** (Côte d'Ivoire). Celle-ci s'est centrée sur la durabilité et la résilience comme thèmes centraux de la démocratie participative face à l'urgence climatique et aux autres crises affectant

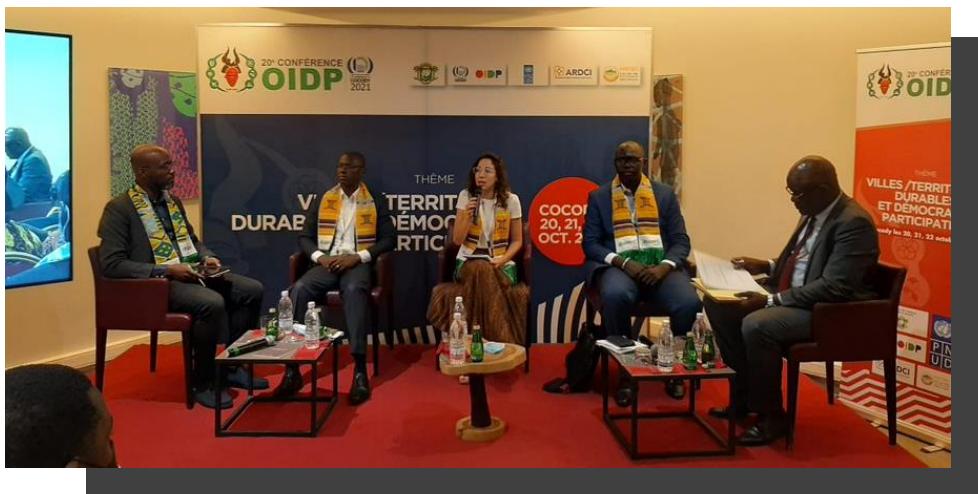
les territoires urbains. La Conférence a permis aux acteurs ivoiriens de rappeler l'importance d'élargir et d'aligner la décentralisation et la participation citoyenne pour atteindre des territoires plus inclusifs. La coordinatrice de la Commission a animé une session de la même conférence, qui portait sur l'accès au logement, à la santé et à l'éducation, des questions centrales pour les agendas africains du droit à la ville.

[EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE PARTICIPATION À LA CONFÉRENCE DE L'OIDP DE COCODY](#)

Du 29 au 2 décembre, l'OIDP a organisé des sessions en ligne de sa conférence afin que tous les membres puissent contribuer à sa réunion annuelle. La Commission a organisé la session spéciale « **Municipalisme, mouvements sociaux et approches féministes** » qui a rassemblé des femmes leaders dans le gouvernement local. Elles ont partagé des messages pertinents sur ces questions importantes. La coordinatrice de notre Commission a également fait partie du jury du prix annuel de l'OIDP.

[EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE SESSION SUR LE FÉMINISME MUNICIPALISTE](#)

SESSION
ORGANISÉE PAR
LA CGLU-
CISDPDH A
L'OCCASION DE
LA CONFÉRENCE
DE L'OIDP



À l'occasion de la **Journée internationale de la démocratie**, nous avons joint nos forces à celles de l'OIDP et de CGLU pour présenter les perspectives de nos membres sur les tendances récentes en matière de démocratie participative. Nous avons recueilli des expériences qui abordent de nouvelles priorités et proposent de nouvelles politiques pour réinventer les agendas de la démocratie participative.

[JOURNÉE DE LA DÉMOCRATIE 2021 : EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE CAMPAGNE](#)



Nouvelles perspectives sur les soins, les communs urbains et l'inclusion : Agenda pour l'égalité urbaine

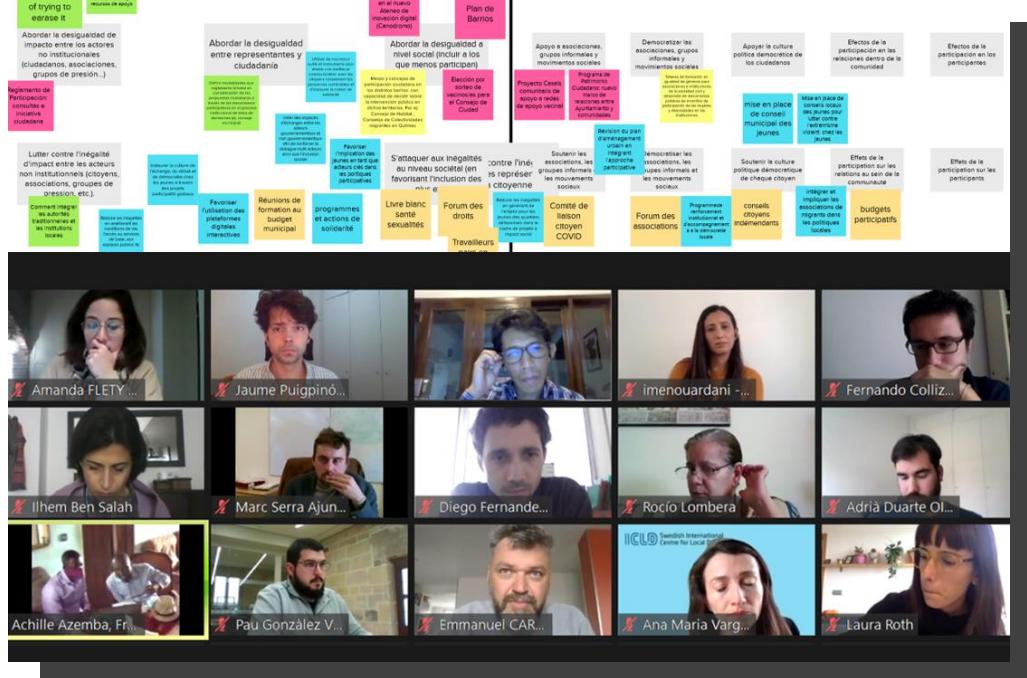
L'une de nos contributions les plus significatives à l'agenda de la démocratie participative cette année était liée à l'égalité urbaine. Notre Commission et l'OIDP ont

organisé un **Atelier sur la démocratie participative et l'égalité urbaine** le 18 mars. L'événement a réuni plusieurs gouvernements locaux dans le but de mettre en lumière leurs approches politiques et leurs connaissances pratiques sur **le potentiel de la participation citoyenne pour renforcer l'égalité urbaine**.

Leurs contributions ont permis d'identifier des priorités émergentes liées à la crise COVID-19 et à la transformation numérique. Ces messages ont permis de construire une contribution significative au **rapport GOLD VI sur l'égalité urbaine**, et d'identifier les défis de la démocratie participative du point de vue des collectivités locales.

EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE ÉVÉNEMENT SUR LA PARTICIPATION ET L'ÉGALITÉ

PARTICIPANTS À L'ATELIER SUR L'ÉGALITÉ URBAINE ET LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE TENU AVEC L'OIDP



Le **processus GOLD VI** a fourni une plateforme à nos membres pour partager leurs perspectives politiques sur l'agenda de l'égalité urbaine. Ce rapport analyse la crise de l'inégalité et ses multiples dimensions au niveau local. Il vise à mettre en lumière les réponses émergentes des gouvernements locaux, axées sur la construction de villes plus inclusives et équitables. GOLD VI s'attachera particulièrement à explorer des modes de collaboration innovants avec la société civile et les organisations de base.

La CISDPDH a joué un rôle important dans le développement du rapport GOLD VI et a contribué à articuler les contributions des membres. Elle a apporté des contributions spécifiques sur le droit au logement, les biens communs urbains, les soins aux jeunes et aux personnes âgées, l'assistance sociale, la discrimination et la violence fondée sur le genre, la culture de la paix, les villes accueillantes, la participation et la transparence.

EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE PARTICIPATION AU PROCESSUS GOLD VI

PARTAGER DES CONNAISSANCES ET COMMUNIQUER AVEC NOTRE RESEAU

Après plusieurs mois de travail, nous avons terminé **le processus de rénovation du site** de la Commission Inclusion sociale, démocratie participative et droits humains :

Raconter notre histoire et notre travail à un public pluriel

Nous avons rendu notre histoire, parcours et plan d'action actuel plus accessibles aux membres et aux collectivités locales, mais aussi aux personnes et organisations qui ne connaissent pas encore notre travail. Essayez d'explorer la section [Champs d'action](#) pour mieux comprendre notre contexte thématique et plan d'action.

Une identité visuelle renouvelée

La navigation sur notre site web est désormais plus agréable ! Nous avons entièrement rénové toutes les sections et des centaines de documents, dont [l'Observatoire villes inclusives](#). Visitez notre [YouTube](#) et [Flickr](#) pour un rendez-vous visuel !

Développer la capacité de la Commission comme espace ressources

Explorez des [études de cas](#), [d'entretiens](#), de [rapports](#) et de [publications](#) en fonction de vos préférences de recherche. Une façon significative de présenter le travail des gouvernements locaux membres et d'inspirer l'action transformatrice à l'échelle locale.

En outre, nous avons continué à produire de nouveaux contenus qui racontent des histoires locales sur nos membres et nos partenaires. Voici quelques exemples :

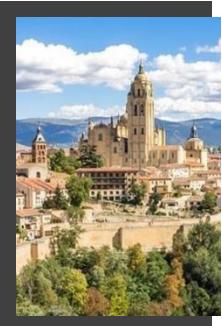
Villes et provinces des droits humains en Indonésie

Au cours des dernières années, de nombreux acteurs locaux et nationaux en Indonésie ont joué un rôle de plus en plus important dans les discussions mondiales sur l'agenda des villes des droits humains. Prenant la tête de la consolidation du mouvement dans la région Asie-Pacifique avec d'autres acteurs du Forum WHRCF, la contribution indonésienne a joué un rôle tout aussi important au niveau mondial. Comment ce niveau d'initiative internationale est-il lié aux réalités locales en Indonésie même, et quels exemples de politiques publiques innovantes peut-on trouver parmi les plus de 500 provinces (kabupaten) et villes (kota) du pays-archipel ? Le présent rapport apporte un éclairage sur ces questions, sur la base de l'expérience des gouvernements locaux et des partenaires de la Commission en Indonésie.

[LIRE LE RAPPORT SUR LES VILLES DES DROITS HUMAINS EN INDONÉSIE](#)



Segovia, en Espagne, est la dernière ville à adhérer à la Charte européenne pour la sauvegarde des droits humains dans la ville



Suite à l'accord de son assemblée plénière municipale le 26 février, la ville castillane de Ségovie est devenue la plus récente adhérente à la Charte européenne. Cette adhésion, qui a été ratifiée par le Secrétariat de la CGLU-CISDPDH chargé du suivi de la Charte, confirme l'engagement de cette municipalité dans la promotion et la mise en réseau locale en faveur des droits humains, qui trouve encore dans la Charte européenne un important point de référence et une source d'inspiration plus de vingt ans après son adoption.

[LIRE LE RAPPORT SUR L'ADHÉSION DE SÉGOVIE À LA CHARTE EUROPÉENNE](#)

Formes multiples de discrimination induites ou exacerbées par la pandémie : quelles réponses les gouvernements locaux ont-ils mises en place ?



L'impact de la COVID-19 en termes de libertés, de santé publique et de conditions socio-économiques a conduit différentes institutions, du niveau mondial et local, à présenter la situation actuelle comme une crise des droits humains. Un événement organisé par Barcelone a exploré ce scénario sous l'angle de la non-discrimination, notamment en ce qui concerne l'accès aux vaccins. Ce rapport explore les pratiques émergentes et les formes de mise en réseau entre les gouvernements locaux qui s'attaquent aux différentes formes de discrimination qui sont apparues ou ont été exacerbées pendant la pandémie.

[LIRE LE RAPPORT SUR LA COVID-19 ET LES DISCRIMINATIONS](#)

Contribution de la Seine Saint Denis à la journée internationale des femmes : Une politique locale contre les violences faites aux femmes



Le Conseil Départemental de la Seine Saint Denis se joint à la conversation mondiale célébrant la Journée internationale des femmes en partageant sa propre politique sur le sujet : l'Observatoire départemental sur les violences faites aux femmes. Il s'agit d'une politique pionnière dans ce domaine, avec plus de 20 ans d'expérience dans la coordination d'actions au niveau local pour lutter contre les violences faites aux femmes par la sensibilisation, le suivi, le renforcement des capacités et la mise en place de canaux de protection.

[EN SAVOIR PLUS SUR LES POLITIQUES DE LA SEINE SAINT DENIS EN MATIÈRE DES VFF](#)

LE TRAVAIL DE LA COMMISSION A ÉTÉ RENDU POSSIBLE GRÂCE
AUX GÉNÉREUSES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES SUIVANTS :



Ajuntament de
Barcelona



광주광역시
GWANGJU CITY



AVEC LE SOUTIEN DE :

